

Une vision.

Proposer une boussole et une vision d'avenir

Au-delà d'un programme d'action et de réformes limité à une mandature, la première responsabilité d'un candidat à la magistrature suprême est de proposer à la société une boussole, de donner une lisibilité à l'avenir, de hiérarchiser les enjeux.

Des visions concurrentes qui restent à la surface des choses

Chaque parti, chaque candidat, se réfère, explicitement ou en creux, à une vision de la société souhaitable. Cinq visions se partagent actuellement le champ médiatique:

- **la vision « technologique »** postule, dans la ligne de la déclaration d'Heidelberg de 1992, que tous les problèmes résultant du développement de la science et de la technique, qui sont à la base du modèle industriel et productiviste actuel, seront résolus par plus de science et de technique encore. Nul besoin dans ces conditions de faire évoluer notre mode de vie ou de repenser en profondeur nos modèles économiques, seule compte la capacité d'innovation technologique. Cette vision est celle qu'exprime le chef de l'État dans son récent plan d'investissement pour la France ;
- **la vision étatiste autoritaire** présuppose que l'État est en mesure de transformer la société ; elle met en avant les vertus d'autorité, de République indivisible et de travail sans prendre conscience que les États ne sont plus la bonne échelle pour traiter la plupart des questions dont dépend notre avenir ;
- **la vision identitaire et souverainiste** prend acte de l'anxiété d'une partie significative de la population à l'égard du bouleversement des rapports de force dans le monde et du déclasserement progressif des « cols bleus » et d'une partie de la classe moyenne ; elle fait croire que le repli sur le territoire national et sur une identité fantasmée, sur le modèle de Donald Trump ou de Victor Orban, et l'égoïsme national hissé au rang de vertu suprême suffiront à enrayer ce déclasserement et assureront une protection efficace contre le grand vent de la globalisation économique, sans réelle prise en compte des défis communs de la planète, à commencer par le défi climatique ;
- **la vision monopoliste des droits** voit dans l'empilement des droits économiques, sociaux, environnementaux, culturels et genrés la condition nécessaire et suffisante d'une cohésion de la société européenne ;
- **la vision « décroissante »** prend acte de l'impasse du modèle productiviste et du risque d'effondrement écologique de la planète nous entraînant dans le gouffre, mais ne parvient pas à concevoir les conditions à réunir pour que la décroissance des prélèvements et rejets dans la biosphère s'accompagne d'un développement du travail humain fondement de la cohésion sociale et de la dignité de tous.

Aucune de ces visions ne répond aux défis du vingt et unième siècle, qui ne sont d'ailleurs jamais clairement énumérés ; aucune n'envisage de ruptures majeures par rapport aux modes de pensée traditionnels sur l'État, la gouvernance, l'économie, le droit, oubliant la fameuse mise en garde de Albert Einstein, « *nous ne pouvons pas résoudre nos problèmes avec la même pensée que nous avons utilisée lorsque nous les avons créés* ». Et s'agissant de la question élémentaire des comptes publics et de la compatibilité entre les promesses électorales et l'état des finances publiques, on oscille entre des principes parfaitement démagogiques « tant de fonctionnaires en moins par année » comme s'il s'agissait d'une sorte de charge stérile, et l'appel tout aussi inconsidéré à la « pompe à phynances » chère au père Ubu, comme si la nécessité sur le long terme d'équilibrer ressources et dépenses ne résultait que de l'entêtement dogmatique d'économistes attardés.

Nos concitoyens déboussolés et tentés de se désengager

Comment s'étonner alors que nos concitoyens soient déboussolés, inondés d'informations parcellaires, sources d'anxiété plus que de mobilisation collective autour d'un but partagé. Ils ont le sentiment que le monde est devenu trop complexe pour être compréhensible par tout citoyen, ce qui est un poison mortel pour la démocratie. Ni la fuite en avant dans l'innovation technologique ni le repli frileux derrière des frontières poreuses ou une identité nationale fantasmée, ni l'addition de droits entretenant chacun dans l'idée que la société lui est redevable sans contrepartie ne peuvent redonner un sens à l'action collective.

Affirmer une vision c'est reconnaître la nécessité de renouveler nos cadres de pensée et nos institutions

Quand la majorité de nos jeunes se résigne déjà à un grand effondrement, convaincus que la société ne sera pas capable de le prévenir, la première responsabilité des candidats à la magistrature suprême est d'affirmer qu'il est encore possible, au prix d'un immense effort de renouvellement de notre pensée et d'un grand courage politique, de virer de bord avant que notre navire ne se fracasse sur les récifs de notre imprévoyance, puis d'illustrer cette capacité par des politiques novatrices et audacieuses, à l'échelle des défis.

Inscrire cette vision dans l'histoire longue pour construire le grand récit de l'avenir

Pour donner une lisibilité d'ensemble aux changements à venir, proposer un « grand récit » mobilisateur du vingt et unième siècle, faire comprendre que dans certains cas, comme celui de l'économie, il s'agira d'un **grand « retour en avant »** car nos sociétés sont confrontées à des défis semblables à ceux de l'ancien temps en devant assumer les limites de la biosphère et la fragilité de ses équilibres vitaux, reconnaître que les interdépendances mondiales sont désormais irréversibles, que nous sommes tous « dans le même bateau » et que nous naviguerons ou coulerons ensemble, il faut inscrire cette vision dans une perspective historique longue.

La France du fait de son passé a rendez-vous avec l'histoire

Construire des perspectives d'avenir suppose de comprendre et expliquer ce que sont les crises du monde moderne, d'où l'on pourra déduire les ruptures radicales à engager et les chemins concrets pour y parvenir. Les slogans du passé, « changer la vie », « le changement

c'est maintenant » ont perdu toute crédibilité. Car à qui fera-t-on encore croire que des changements radicaux peuvent être circonscrits dans un quinquennat, aussi volontariste soit-il ? Ils impliquent des changements à l'échelle de l'Europe et à l'échelle du monde, ils ne se feront pas d'un coup de baguette magique. Mais il n'est pas exorbitant de prétendre que la France, incarnation à l'étranger de l'idée d'universel, est attendue sur le terrain d'un nouvel universel, d'un nouveau « **Siècle des lumières** » et qu'à travers son engagement au sein de l'Union Européenne elle garde, quoique puissance moyenne, un crédit moral qu'elle ne saurait ignorer ou gaspiller sans faillir à sa mission.

Les crises du monde moderne sont des crises de la relation

C'est une triple crise : entre les individus eux-mêmes avec la perte de cohésion sociale, de confiance mutuelle, de solidarité ; entre l'humanité et la biosphère dont les dérèglements climatiques sont une des expressions ; entre les sociétés avec l'impuissance des relations inter-étatiques (héritées du passé) à gérer les biens communs mondiaux ; entre les acteurs avec disparition de l'idée fondamentale de contrat social.

Elles peuvent être illustrées par une série d'oppositions entre « séparer » et « unir ». Ce qu'a bien compris un philosophe comme Edgar Morin depuis plusieurs décennies en popularisant l'idée de complexité qu'il invite à bien distinguer de l'idée de complication. *Une situation complexe est une situation où les relations entre les parties du système comptent plus que chaque partie prise séparément.*

Notre monde moderne a fondé son efficacité opérationnelle sur l'art de séparer :

- avec le développement des sciences et techniques nous finissons par être dépossédés de nous-mêmes, de la naissance à la mort pris en charge par de grandes institutions qui nous convainquent de notre propre inaptitude à le faire ; un mouvement de réappropriation est nécessaire ;
- nous avons exalté l'efficacité, même quand son sens s'en perdait, il faut revenir à la question de la pertinence de nos modes d'action ;
- nous avons cru que le bonheur résultait du « toujours plus », nous comprenons, comme l'illustre l'absence de lien entre richesse et bonheur, qu'il faut aller vers le « toujours mieux », et c'est le sens de ce que certains appellent la sobriété heureuse ;
- notre démocratie s'est progressivement construite autour de coalitions d'intérêts catégoriels pour fabriquer des majorités de circonstance et il faut au contraire une démocratie organisée autour d'une vision partagée de l'avenir et du bien commun ;
- nous avons fondé notre efficacité sur la segmentation des questions, la fragmentation des savoirs, la sectorisation des politiques, la spécialisation des tâches et nous devons aujourd'hui privilégier, tant au plan intellectuel qu'institutionnel, les approches globales, systémiques, seules capables d'assumer les liens complexes qui sont la trame de nos sociétés ;
- nous avons fait reposer l'efficacité économique sur la concurrence, sur une illusoire main invisible du marché par laquelle magiquement le bien commun naîtrait de la poursuite par chacun de son intérêt personnel et nous redécouvrons, dans tous les domaines, les vertus de la coopération et de la confiance mutuelle;
- nous avons exalté les droits individuels, réduisant la société à une concurrence entre droits antagonistes, y compris quand, pour protéger l'environnement, nous en venons à lui accorder

une personnalité juridique pour qu'il puisse lui aussi faire prévaloir « ses » droits mais devons reconnaître maintenant que toute communauté, grande ou petite, repose sur la conscience des responsabilités de ses membres les uns vis à vis des autres ;

- nous avons fondé, dans la finance, notre sécurité sur la fluidité des transactions, sur notre possibilité à nous retirer à tout instant de la relation, là où il faut reconnaître aujourd'hui qu'elle ne peut reposer que sur des relations de confiance mutuelle ;
- nous avons cru à la souveraineté des États et nous comprenons maintenant que la concurrence entre intérêts nationaux nous rend incapables de concevoir notre intérêt commun, au niveau qui seul compte en définitive, le niveau mondial, dans la claire conscience d'une communauté de destin de l'humanité ;
- nous avons fondé notre décentralisation sur l'illusion d'une distribution de compétences exclusives entre les différents niveaux de gouvernance, pour essayer ensuite de corriger le tir en rendant plus complexe encore le millefeuille administratif et politique ; nous devons reconnaître aujourd'hui qu'aucune vraie question sociétale ne peut être traitée à un seul niveau de sorte que c'est la coopération entre niveaux qu'il faut organiser ;
- nous avons créé des filières mondiales de production et une agriculture industrielle fondées sur la mobilisation de ressources tirées de la biosphère et le rejet de nos déchets dans la biosphère, en venant à ignorer les grands cycles de vie et les boucles de rétroaction des écosystèmes et nous devons réinventer aujourd'hui l'économie circulaire et l'agriculture biologique, réapprendre à inscrire notre action dans les grands cycles naturels et reconnaître que sans renaturation de l'homme nous sommes menacés de deshumanisation ;
- nous avons élevé une barrière intellectuelle et institutionnelle entre l'économie et la société, entre la société et la biosphère, entre le genre humain et le reste du règne divisant et nous devons maintenant réenchâsser l'économe dans la société, la société dans la biosphère ;
- nous avons, en fin de compte, été fascinés par notre propre puissance, par nos capacités d'innovation, tentés même par un transhumanisme qui nous affranchirait de nos propres limites, et cédé ainsi à cet hubris, cette démesure, par laquelle les dieux grecs condamnaient les humains rêvant de les égaler ; la recherche de la sagesse doit maintenant l'emporter sur la soif de puissance.

Trop abstrait tout ça ?

Trop philosophique pour intéresser nos concitoyens ?

Aucunement. Cessons de les prendre pour des imbéciles incapables de voir plus loin que le bout de leur nez et de dépasser leurs intérêts à court terme. Mais montrons comment la priorité nouvelle accordée à la relation se traduit dans tous les domaines par des réformes concrètes, où réforme de la pensée, réforme des institutions et réforme des politiques publiques sont inséparables. Ils savent bien que la philosophie n'est pas affaire d'épreuve du baccalauréat mais de recherche de la sagesse. En politique comme dans les autres domaines.

Réparer la relation se révèle un puissant guide pour concevoir de nouvelles politiques à soumettre au débat démocratique

- les acteurs à promouvoir sont ceux qui sont les mieux à même de penser et construire les relations. Les grands acteurs du vingtième siècle, l'État et la grande entreprise, sont le reflet de l'efficacité opérationnelle obtenue au prix du sacrifice de la relation. Les acteurs pivot du vingt et unième siècle sont ceux qui sont en mesure d'organiser les relations : les

« territoires », d'un côté qui organisent les relations entre l'économie, la société et l'environnement ; les « filières internationales de production » qui organisent les relations entre la myriade d'acteurs économiques concourant à la production dans un monde globalisé. A la différence des acteurs précédents, territoires et filières sont des acteurs collectifs amenés à organiser les relations en leur sein .

- *la gouvernance à inventer est une gouvernance à multiveaux* car aucun problème des sociétés ne peut se traiter à un seul niveau. **Ce sont les principes de coopération entre niveaux, du mondial au local, qui déterminent l'efficacité de la gouvernance et non le partage étanche des compétences entre chaque niveau ;**

- *le fondement de la société est l'équilibre pour chaque acteur de ses droits et de ses responsabilités.* La responsabilité de chacun à l'égard des autres et de la planète, à la mesure de son savoir et de son pouvoir est le fondement de toute communauté. Dans un contexte d'interdépendances mondiales irréversibles, cette responsabilité s'étend à l'échelle de l'ensemble de la planète et constitue le principe d'un droit mondial à promouvoir pour gérer le bien commun ;

- *tout doit être fait pour que s'impose l'idée d'un peuple européen,* uni au-delà des différences héritées de l'histoire par des valeurs communes et un dessin commun ; l'existence d'un marché unique et d'institutions européennes communes ne suffisant pas à la conscience d'un peuple européen ;

- *à l'échelle mondiale, il est urgent qu'émerge la conscience d'une communauté de destin,* construite par le dialogue entre les peuples autour des réponses à apporter aux défis communs et de la nécessité de sauvegarder **les biens communs**, dont le climat et la biodiversité sont des exemples. Les Etats doivent apporter un concours actif à cette émergence et reconnaître que leur conception ancienne de la souveraineté en est devenue un obstacle majeur ;

- *le contrat social, fondé sur la reconnaissance des droits et responsabilités des différents acteurs, est le fondement de la société.* Qu'il s'agisse de la recherche scientifique, de l'enseignement supérieur, des entreprises ou des institutions financières, le nouveau contrat social est à réinventer, sous l'impulsion si c'est nécessaire du pouvoir politique, en se fondant sur un nouvel équilibre entre libertés de chercher, d'enseigner, d'entreprendre et responsabilités qui en découlent ;

- *le premier rôle de l'éducation est de développer une compréhension globale du monde et la conscience de la responsabilité de chacun.* Il ne suffit plus de juxtaposer des enseignements par discipline, il faut les relier entre eux, enraciner les apprentissages dans les réalités d'un territoire, faire découvrir la joie d'être acteur de sa vie et de la société en y assumant des responsabilités ;

- *l'apprentissage de la coopération doit être au cœur de tous les enseignements et de l'économie elle-même.* Si l'émulation par la mise en concurrence évite parfois les rentes de situation et l'assoupissement des personnes, des institutions et des créativité, ce ne peut plus être, dans tous les domaines, le moteur des sociétés. Dès le plus jeune âge l'apprentissage de la coopération, l'idée que **le lien est plus important que le bien**, la joie

d'entreprendre ensemble doit être un fondement de l'éducation et se prolonger ensuite dans la vie économique par la place de l'économie sociale et solidaire, par la réhabilitation de relations stables et mutuellement respectueuses entre salariés et employeurs, entre investisseurs et entrepreneurs, entre acteurs économiques de force différente ;

- *il faut sortir de la schizophrénie des politiques publiques en silo.* Les politiques publiques ont tendu à satisfaire chacune des objectifs différents et des groupes d'intérêt contradictoires entre eux. Il en résulte des contradictions, par exemple entre politiques de développement économique et politiques de préservation de l'environnement qui confinent à la schizophrénie. Au stade où nous sommes parvenus des menaces à la biosphère et par elle à la survie de l'humanité, cette schizophrénie n'est plus acceptable. Il est inéluctable de faire de la préservation des conditions de vie sur terre, donc du respect des limites de la biosphère un impératif catégorique s'imposant à toutes les politiques publiques, « quoi qu'il en coûte »

- *dans la lutte contre le réchauffement climatique il est devenu inéluctable d'imposer aux sociétés et à la puissance publique **une obligation de résultat engageant la responsabilité, y compris pénale des acteurs.*** De conférence internationale en conférence internationale, jamais on n'a été capable ni au plan national ni au plan international de mettre en œuvre des politiques à la hauteur des nécessités reconnues par tous, sans pour autant que soit mise sérieusement en cause la responsabilité pénale des dirigeants ayant failli dans leur mission principale de sauvegarde. Illustration dramatique et de l'irresponsabilité illimitée de nos sociétés et de la coupure entre sociétés et biosphère. Les engagements internationaux doivent changer de statut et se transformer en une obligation annuelle de résultat : celle d'une réduction de notre empreinte écologique à un rythme conforme à nos engagements internationaux

- ***l'économie doit redevenir l'œconomie.*** Notre modèle économique, depuis la révolution industrielle est basé sur l'hypothèse erronée de l'absence de limite aux prélèvements sur la biosphère, et sur un développement illimité de nos besoins, carburant de la croissance ; parfaite illustration de la rupture de la relation entre l'humanité et le reste de la biosphère. Comme le rappelait Gandhi, la terre peut pourvoir aux besoins de chacun mais pas à la rapacité de tous. Même si la croissance démographique rend la première partie de l'affirmation incertaine, la seconde est plus fondée que jamais. D'où la nécessité de repenser notre économie à partir de l'insertion de la société dans la biosphère : c'était le sens même du terme « œconomie » utilisé avant la révolution industrielle pour décrire une démarche visant à assurer le bien-être de tous dans le respect des limites de l'environnement : œconomie, les règles de bonne gestion de notre maison commune. Toutes nos technologies, toute notre créativité doit s'en inspirer.

- ***la sobriété heureuse est inséparable de la recherche de l'épanouissement de chacun.*** Sobriété heureuse, cette belle et juste expression due à Pierre Rhabi résume le changement d'imaginaire de la société si elle veut survivre et ménager les conditions de vie des générations à venir. Le pouvoir politique n'est pas, tant s'en faut, le maître de l'imaginaire des sociétés et c'est heureux mais il est en capacité et de multiples manières, dont le recours à des instruments de mesure reflétant ce qui est important pour tous, de contribuer à son évolution, mettant l'accent sur la qualité relationnelle de la société.

- *l'agroécologie doit devenir la référence de l'agriculture.* Loin d'être un « retour à la bougie », comme se plaisent à le décrire les tenants d'une agriculture productiviste à bout de souffle pour avoir copié les recettes de l'économie industrielle, épuisant les sols, mobilisant massivement l'énergie fossile, s'affranchissant des conditions du milieu, l'agroécologie est l'art, si typique de l'œconomie, de penser de façon rigoureuse les interactions au sein d'un écosystème pour que les prélèvements au profit des sociétés ne se fasse pas par appauvrissement ou épuisement du milieu naturel. Ce doit donc être un modèle de la gestion scientifique de la complexité, en se mettant à l'écoute et à l'école de la complexité des interactions dans les écosystèmes. Ce doit devenir la base des enseignements agronomiques et des politiques agricoles ;

- **le rationnement des biens rares est la norme.** L'économie du vingtième siècle ignore la notion de rareté et en France, en raison des humiliations de la dernière guerre, le rationnement est rejeté dans l'obscurité, est réputé « invendable » à l'opinion publique. Or la gestion de la rareté par les prix est le meilleur moyen de réserver aux plus riches la jouissance des ressources rares ; C'est ainsi que dans certaines régions du globe la prétendue « rationalité économique » revient à priver d'eau des villageois au profit de l'irrigation du terrain de golf voisin. Là où il y a limite de la biosphère, le rationnement, c'est à dire la recherche de l'équité dans la répartition d'une ressource rare doit devenir la règle ;

- *l'utilité sociale est le fondement des relations de chacun de nous à l'ensemble de la société.* Au nom du droit à la dignité et avec le souvenir négatif laissé par la « mise au travail des pauvres » au dix-neuvième siècle, on voit fleurir les projets de revenu d'existence inconditionnels. Louables intentions mais qui renvoient en réalité les personnes à un statut de purs consommateurs, là où **ce sont les relations humaines qu'il faut promouvoir.** Quant aux effets du vieillissement de la population, il pose les mêmes questions à des retraités qui ont maintenant souvent une espérance de vie de plusieurs décennies. **C'est au niveau des territoires qu'il faut chercher pour chacun un équilibre entre ressources d'existence et utilité sociale,** le travail salarié dans la sphère marchande n'étant pas, et de loin, la seule expression de cette utilité. Un champ très vaste et créatif s'ouvre devant nous ;

- *les personnes, y compris au plus grand âge doivent se réapproprier leur corps et leur destinée.* Les progrès de la médecine ont bouleversé les vies humaines dans un sens positif, mais, comme il arrive souvent, au-delà d'une certaine technicité des institutions les inconvénients l'emportent sur les avantages ; les institutions finissent par exproprier les individus de leur propre corps et l'on voit avec le succès des médecines dites « alternatives », souvent méprisées ou combattues par la médecine officielle, le désir profond d'une réappropriation, allant jusqu'à la revendication d'une mort dans la dignité. C'est toute la philosophie d'une médecine de plus en plus technique et de moins en moins humaine qu'il va falloir revoir.

- *la démocratie doit à tous niveaux réhabiliter l'idée de délibération entre citoyens.* La grande méfiance de la population à l'égard du monde politique, la désaffection à l'égard de nombre d'élections issues du primat accordé à la démocratie représentative, jointes à la prolifération des régimes non démocratiques dans les grands pays montre la coupure entre dirigeants et dirigés et suggère que la démocratie formelle n'est plus par les débats qu'elle permet un ciment de la cohésion nationale. Il faut donc généraliser les méthodes de la démocratie délibérative, recréer une culture du débat apaisé entre citoyens informés mise à mal par les

réseaux sociaux et la « clôture idéologique » qu'ils favorisent. L'expérience acquise montre que les conditions de succès de la démocratie délibérative sont très strictes et il faut les promouvoir, en partant notamment de l'idée que le territoire est par excellence le lieu où, de façon collective « penser localement pour agir localement et globalement ».

Ces différentes perspectives, sans souci d'exhaustivité, visent à montrer les nouveaux champs politiques à défricher pour être à la hauteur des défis.

Nous allons maintenant examiner plus précisément ces politiques sous l'angle du rôle des territoires dans la conduite de la transition vers de société durables et le faire en examinant successivement :

- les conditions à réunir pour que les **territoires** puissent véritablement jouer leur rôle ;
- la **réforme** des politiques françaises et européennes sans laquelle l'action des territoires butera sur un plafond de verre.